

# COMPÉTITIVITÉ CANADIENNE EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT DANS L'INFRASTRUCTURE

Mukesh Khanal, Robert Mansell et G. Kent Fellows

## MESSAGES CLÉ

- La réputation du Canada en tant que destination d'investissement dans les projets d'infrastructure s'est détériorée par rapport aux pays pairs (pays du G7 + Australie), ces dernières années. Le déclin de la réputation du Canada semble être principalement dû à des retards réglementaires et bureaucratiques.
- Les politiques et programmes fédéraux en matière d'infrastructure sont incohérents et peu fiables. Les politiques changent tandis que les programmes sont annulés ou remplacés, souvent en fonction de courts cycles politiques plutôt que de priorités stratégiques à plus long terme.
- Le recours aux PPP (partenariats public-privé) pour renforcer l'investissement dans l'infrastructure pourrait s'avérer vain comme le montre l'expérience négative des pays pairs en matière de PPP de même que les frustrations actuelles observées au Canada à cet égard.
- On compte au Canada certaines des plus importantes caisses de retraite au monde qui investissent dans des projets d'infrastructure, mais ces projets sont principalement non canadiens. Il faut faire davantage pour encourager et inciter les caisses de retraite canadiennes à investir dans des projets d'infrastructure nationaux.
- Le gouvernement fédéral devrait accorder une plus grande priorité aux investissements dans l'infrastructure de domaines critiques comme le commerce et le transport. Les investissements et les politiques du gouvernement doivent être axés sur le long terme et doivent se fonder sur une approche intégrée et stratégique, qui comprend une coordination avec les gouvernements provinciaux, municipaux et des Premières nations ainsi que le secteur privé.